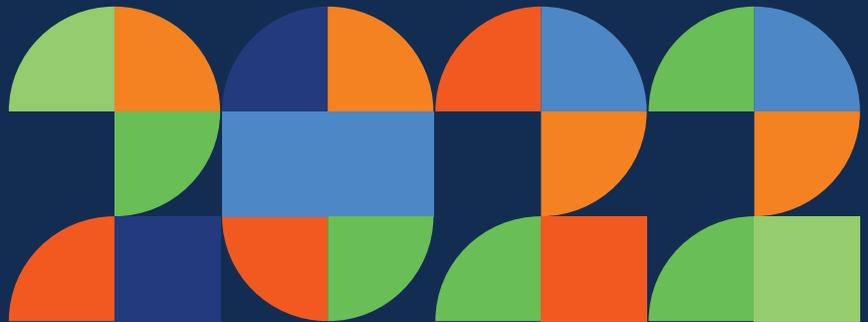




# — RAPPORT D'ACTIVITÉ





# ÉDITO

**Gilles Rogers-Boutbien,**  
secrétaire général



**E**n 2021, la crise de la Covid avait brutalement révélé la dépendance de l'Europe dans plusieurs secteurs économiques clefs. En 2022, l'invasion de l'Ukraine a cette fois mis en lumière notre fragilité sur le plan énergétique, en particulier celle de nos voisins dont la production d'électricité repose massivement sur l'utilisation de gaz fossile.

La présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE), au premier semestre 2022, puis la présidence tchèque au second semestre de la même année ont joué un rôle déterminant dans l'avancée des négociations sur le paquet *Fit for 55* – afin de doter l'Union d'un cadre énergie-climat adapté aux exigences de décarbonation et d'indépendance – et dans la mise en place d'une stratégie de relance économique et industrielle.

Dans le contexte de ces développements européens et de la Stratégie française pour l'énergie et le climat (SFEC), Équilibre des Énergies s'est mobilisée pour apporter des éléments précis et factuels aux pouvoirs publics afin d'éclairer leurs décisions. Pour ce faire, nous avons mené deux études d'ampleur, en lien avec les acteurs économiques rassemblés au sein de notre association.

Publiée en juin, l'étude « Destination aviation durable » porte sur la décarbonation du secteur aérien. Elle croise les regards des acteurs politiques, économiques et scientifiques afin de tracer la feuille de route de la décarbonation du secteur aérien, qui est incontournable et possible. Cette publication s'inscrit à la fois dans le contexte européen, avec notamment la création d'objectifs d'intégration des carburants durables, et français avec la publication de la feuille de route de la décarbonation du secteur aérien.

Publiée en octobre l'étude « Comment décarboner la France ? Un plan massif de développement des pompes à chaleur s'impose », met en exergue le rôle déterminant de la pompe à chaleur dans les logements. Cette publication démontre que notre pays, grâce à son marché dynamique et à son tissu industriel domestique prêt à répondre à la demande, est en capacité d'aller au-delà des objectifs de déploiement des pompes à chaleur introduits par REPowerEU – le plan par lequel l'UE vise à répondre aux conséquences de l'invasion de l'Ukraine. Dès lors, l'objectif de 10 millions de logements équipés de pompes à chaleur en 2030 et environ 20 millions en 2050, soit 60 % du parc, apparaît comme une perspective réaliste.

Dans ce rapport d'activité, vous trouverez une présentation de ces études ainsi que des actions menées par EdEn en 2022 et 2023 pour répondre à la nécessité d'une décarbonation plus que jamais urgente.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

# —2022 EN CHIFFRES



# —SOMMAIRE—

_EN BREF ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES.....	6
_GOUVERNANCE .....	9
_FRANCE & EUROPE : EN ROUTE VERS LA NEUTRALITÉ CARBONE...	15
_PENSER LA TRANSITION, PARTICIPER À SA RÉALISATION.....	27

# EN BREF— ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES

## ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES

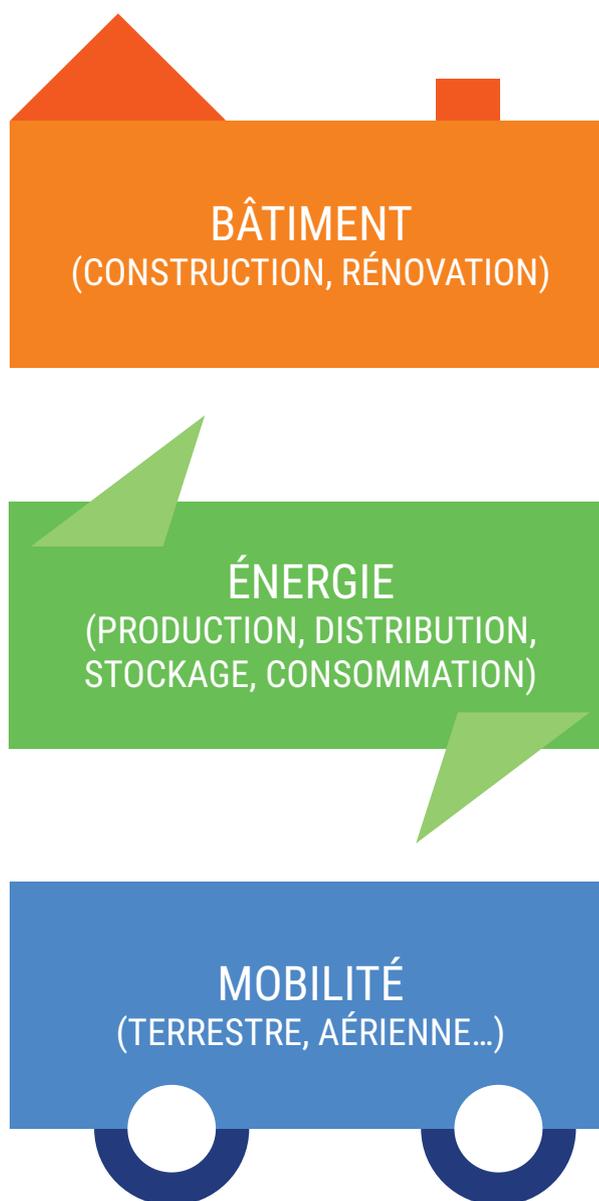
### **EdEn fédère des entreprises de l'énergie, du bâtiment et de la mobilité**

désireuses de promouvoir des mesures concrètes allant dans le sens d'une transition énergétique durable et profitable à tous. L'organisation est présidée par l'ancien ministre de l'Environnement et ancien ambassadeur des questions internationales sur le climat, Brice Lalonde. Ses membres appartiennent au tissu économique : grands groupes industriels, PME, TPE, syndicats, fédérations professionnelles, artisans et associations de consommateurs. Autant d'acteurs qui portent l'innovation et l'excellence industrielle de notre pays.

Le fil conducteur de l'organisation est la réduction des émissions de la France et de l'Union européenne en gaz à effet de serre et donc la sortie progressive de leur dépendance aux énergies fossiles.

EdEn fait ainsi sien l'objectif de neutralité pour le climat porté par l'Europe et par la France, en associant transition énergétique, transition numérique, performance économique, recherche d'un meilleur niveau de vie et progrès social.

## NOS SECTEURS D'ACTIVITÉ





## NOS OBJECTIFS

**L'objectif premier d'Équilibre des Énergies est de promouvoir la définition et la mise en œuvre de solutions décarbonées dans les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre : le bâtiment et la mobilité.**

Interlocuteur régulier des pouvoirs publics, EdEn intervient dans la discussion des textes législatifs et réglementaires et apporte ses analyses et ses recommandations.

EdEn propose des mesures concrètes à différentes échelles de temps en privilégiant le court terme car le climat, les citoyens, les entreprises et les politiques ne peuvent attendre et ont besoin d'actions rapides et efficaces.

S'inscrivant dans une vision prospective, ses propositions sont élaborées grâce aux travaux de son Comité scientifique, économique, environnemental et social (CSEES), ses groupes de travail et à la connaissance des réalités du terrain de ses membres.

**Elles ont pour ambition de faire cohabiter acceptabilité sociale, réalités économiques du pays et efficacité de chaque euro investi dans la lutte contre le dérèglement climatique.**

### CONTRIBUER À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS,

tout particulièrement ceux occupés par les ménages modestes, afin notamment d'atteindre l'objectif de 700 000 rénovations par an

### CONSTRUIRE DES BÂTIMENTS ÉCONOMIQUES, DURABLES, CONFORTABLES

et rejetant très peu de CO<sub>2</sub> sur l'ensemble de leur cycle de vie

### FACILITER LE DÉPLOIEMENT DE SOLUTIONS DE MOBILITÉ

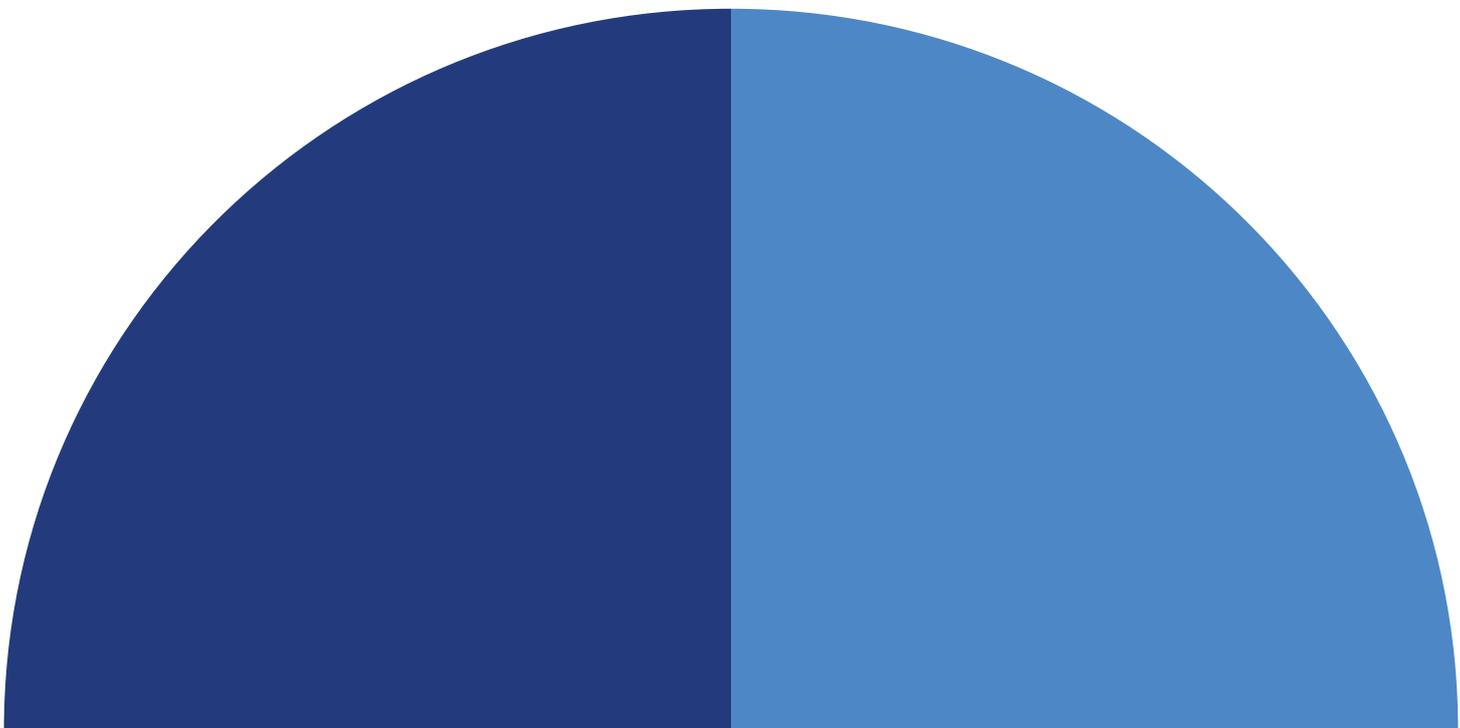
respectueuses de l'environnement

### PROMOUVOIR LE RECOURS AUX ÉNERGIES DÉCARBONÉES,

partout où elles sont compétitives

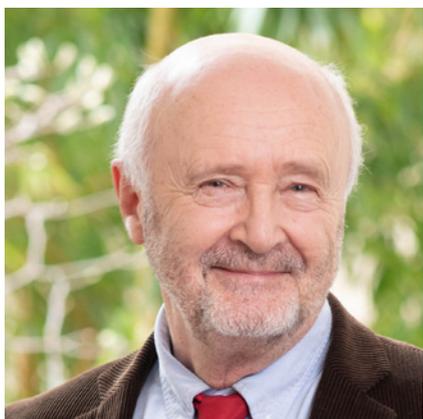
### EXPLOITER LES SYNERGIES ENTRE SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES,

notamment par une gestion active des besoins, de façon à alléger la charge des infrastructures de production et de distribution



# –GOUVERNANCE–

# L'ORGANISATION



**Brice Lalonde,**  
président

## LA PRÉSIDENTE

Monsieur **Brice Lalonde**,  
président

Monsieur **Jean Bergougnoux**,  
président d'honneur

Monsieur **Serge Lepeltier**,  
président d'honneur

## LE COMITÉ SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTAL ET SOCIÉTAL

Monsieur **Jean-Pierre Hauet**,  
président

Monsieur **Etienne Beeker**,  
conseiller scientifique

Monsieur **Servan Lacire**,  
conseiller scientifique

Monsieur **Claude Monméjean**,  
conseiller scientifique

## L'ÉQUIPE

Monsieur **Gilles Rogers-Boutbien**,  
secrétaire général

Monsieur **François Moutot**,  
délégué aux affaires  
institutionnelles et aux territoires

Monsieur **Sébastien Jolie**,  
directeur, délégué aux affaires  
générales

Monsieur **Cecil Coulet**,  
responsable des affaires  
européennes

Monsieur **Olivier Lagrange**,  
responsable des affaires  
législatives et réglementaires

Madame **Nicole Perera**,  
responsable de l'événementiel



# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

au 11 mai 2023

## ADMINISTRATEURS PERSONNES PHYSIQUES

Monsieur **Brice Lalonde**,  
président,

Monsieur **Jean Bergougnoux**,  
président d'honneur,

Monsieur **Serge Lepeltier**,  
président d'honneur,

Monsieur **Claude Monmejean**,  
trésorier,

Monsieur **Gilles Rogers-Boutbien**,  
secrétaire général

## ADMINISTRATEURS PERSONNES MORALES

Le **Groupe ATLANTIC**,  
représenté par Monsieur  
**Pierre-Louis François**  
ou par Monsieur **Damien Carroz**

La société **Bouygues**,  
Administrateur, représentée  
par Monsieur **Pascal Minault** ou  
par Monsieur **Maxime Merolle**

La société **Synerciel SAS**,  
représentée par  
Monsieur **Philippe Christophe** ou  
par Madame **Catherine Aubert**

La société **Delta Dore**,  
représentée par  
Monsieur **Pascal Portelli** ou  
par Monsieur **Christophe Guyard**

La société **Électricité de France**,  
représentée par Monsieur  
**Marc Benayoun**, ou par  
Monsieur **Jean-Philippe Laurent**

La société **Enedis**, représentée par  
Madame **Marianne Laigneau** ou  
par Monsieur **Dominique Lagarde**

L'association **Familles de France**,  
représentée par  
Madame **Chantal Huet** ou par  
Monsieur **Luc Baranger**

La **Fédération des Promoteurs  
Immobiliers**, représentée par  
Monsieur **Pascal Boulanger** ou par  
Monsieur **Didier Bellier-Ganière**

Le **Groupe intuitis**, représenté  
par Monsieur **Philippe Dénecé**  
ou par Monsieur **Eric Baudry**

Le **Pôle Habitat FFB**,  
représentés par  
Monsieur **Grégory Monod** ou par  
Monsieur **Christophe Boucaux**

L'association **Promotelec**,  
représentée par Monsieur  
**Frédéric Thébault** ou par  
Madame **Florence Delettre**

La société **Réseau Transport  
d'Électricité (RTE)**,  
représentée par  
Monsieur **Xavier Piechaczyk**  
ou par Monsieur **Hervé Mignon**

La société **Schneider Electric  
France**, représentée  
par Monsieur **Laurent Bataille**  
ou par Madame **Esther Finidori**

La société **Vinci**, représentée  
par Monsieur **Xavier Huillard**  
ou par Madame **Isabelle Spiegel**

La société **Volkswagen Group  
France**, représentée  
par Monsieur **Luc Chausson**



# LES MEMBRES

au 5 avril 2023

## ENTREPRISES

### **BÂTIMENT (CONSTRUCTION, RÉNOVATION)**

Bouygues Construction

Daikin

Danfoss

Delta Dore

France Air

Groupe ATLANTIC

Groupe Axenco

Groupe intuit

SA Actis

### **ÉNERGIE (PRODUCTION, DISTRIBUTION, CONSOMMATION)**

EDF

Enedis

Générale du Solaire

RTE

TotalEnergies

### **MOBILITÉ (TERRESTRE, AÉRIENNE, MARITIME)**

Air France-KLM

Airbus

Safran

Volkswagen Group France

### **BÂTIMENT, ÉNERGIE, MOBILITÉ**

Equans

Groupe ADP

La Poste

Panasonic

Schneider Electric

SNCF

Vinci

## ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Familles de France

## ASSOCIATIONS ET SYNDICATS PROFESSIONNELS

Association de promotion des usages durables de l'électricité dans le bâtiment résidentiel et petit tertiaire (PROMOTELEC)

Association française de pompes à chaleur (AFPAC)

Conseil national de l'Ordre des architectes (CNOA)

Fédération des distributeurs de matériel électrique (FDME)

Fédération des électriciens (FEDELEC)

Fédération des industriels du génie numérique, énergétique et sécuritaire (IGNES)

Fédération des promoteurs immobiliers (FPI)

Fédération française des intégrateurs électriciens (FFIE)

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)

FFB Habitat

Groupement interprofessionnel des fabricants d'appareils d'équipement ménager (GIFAM)

Syndicat des professionnels de l'énergie solaire (ENERPLAN)

Synerciel

Union des industriels et constructeurs bois (UICB)

Union sociale pour l'habitat (USH)

## PARTENAIRES

Association Adapes

Carbone 4

InnoCherche

Association Nationale pour le Développement de la Mobilité Electrique - AVERE France

Banque Neufelize OBC

European Copper Institute (ECI)

Institut National de l'Économie Circulaire (I.N.E.C.)

Magazine Valeurs Vertes

Organization for Climate & Circular Economy (O.C.C.E.)

Association Plateforme Automobile (PFA)

Projet Energy Observer

Revue Passages

Union Française de l'Électricité (UFE)

# GOVERNANCE—





# FRANCE & EUROPE : EN ROUTE VERS LA NEUTRALITÉ CARBONE\_

# LE CSEES

## (COMITÉ SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, ENVIRONNEMENTAL ET SOCIÉTAL)

Ouvert à tous les membres de l'organisation, le CSEES se réunit en séance plénière à un rythme mensuel et a pour double rôle de :

**garantir la qualité et l'impartialité des analyses et prises de position de l'organisation ;**

**élaborer une vision prospective partagée par les membres de l'organisation mettant en particulier l'accent sur l'apport des solutions innovantes à moyen et long termes.**

À chacune de ses réunions, le point est fait sur l'actualité, les études en cours et sur les synergies possibles entre les différents groupes de travail de l'organisation. L'ensemble des réflexions sont menées dans une optique inter-filières énergie, bâtiment, mobilité.

**Son président Jean-Pierre Hauet assure la coordination des travaux** et leur synthèse. Ils sont ensuite diffusés en interne auprès des membres, comme en externe auprès des décideurs lors des rendez-vous de l'organisation, via les réseaux sociaux ou dans les médias.



**Jean-Pierre Hauet,**  
président du Comité  
scientifique, économique,  
environnemental et sociétal

### LES SUJETS TRAITÉS

<b>JANVIER</b>	• Déploiement des bornes de recharge sur les autoroutes pour les véhicules légers
<b>FÉVRIER</b>	• Stratégie décarbonation d'Airbus • Étude « Imaginons ensemble les bâtiments de demain »
<b>MARS</b>	• Le projet Eliotech • Les solutions éligibles à la RE2020
<b>AVRIL</b>	• Les fuites de méthane • La neutralité carbone : une affaire de thermodynamique, mais pas seulement...
<b>MAI</b>	• RePowerEU Plan • Les solutions de la construction durable
<b>JUIN</b>	• Le projet COMEPOS • La stratégie hydrogène d'EDF
<b>JUILLET</b>	• La qualité de l'air intérieur
<b>SEPTEMBRE</b>	• Retours d'expérience sur les démonstrateurs smart grids
<b>OCTOBRE</b>	• Les niveaux de certification des logements • Déploiement des bornes de recharge sur les autoroutes pour les véhicules légers
<b>NOVEMBRE</b>	• Stratégie décarbonation Colas
<b>DÉCEMBRE</b>	• Le métavers

# LES GROUPES DE TRAVAIL

Afin de compléter les activités du CSEES et d'approfondir certaines questions, Équilibre des Énergies fait appel à l'expertise de ses groupes de travail (GT). Travaillant sous l'égide du président du CSEES, Jean-Pierre Hautet, les animateurs des GT participent à l'approfondissement des travaux d'EdEn.

## GT\_BÂTIMENT



Animé par  
**Claude Monméjean**

### SUJETS TRAITÉS

- Élaboration de l'étude « Comment décarboner la France : un plan massif de développement des pompes à chaleur s'impose »
- Suivi de la mise en place du diagnostic de performance énergétique
- Analyse des diagnostics de performance énergétique (DPE) de la base ADEME
- Suivi de la mise en place de la RE2020

## GT\_POLITIQUES RÉGIONALES



Animé par  
**François Moutot**

### SUJETS TRAITÉS

- Élaboration des propositions d'EdEn à l'attention des collectivités territoriales

## GT\_MOBILITÉS



Animé par  
**Servan Lacire**

### SUJETS TRAITÉS

- Élaboration de l'étude sur la recharge des poids lourds électriques
- Suivi du déploiement des bornes de recharge pour les véhicules légers

## GT\_EUROPE



Animé par  
**Cecil Coulet**

### SUJETS TRAITÉS

- Analyse du paquet *Fit for 55*
- Préparation de la présidence française du Conseil de l'UE
- Élaboration des positions d'Équilibre des Énergies relatives :
  - au projet de révision de la directive sur l'efficacité énergétique (EED)
  - au projet de révision de la directive sur les énergies renouvelables (RED)
  - au projet de règlement ReFuelEU sur les carburants durables dans l'aérien
  - au projet de règlement sur l'infrastructure de recharge pour carburants alternatifs (AFIR)

## LA NEUTRALITÉ CARBONE, LE FIL CONDUCTEUR DES TRAVAUX D'ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES

Objectif commun aux niveaux européen et français, la neutralité carbone à l'horizon 2050 implique une forte mobilisation de tous les acteurs de la transition énergétique, en particulier les entreprises qui produisent et mettent en œuvre les solutions efficaces et décarbonées. Réaliser cet objectif nécessite :

**\_d'accélérer la décarbonation** en remplaçant les énergies fossiles (gaz naturel, fioul, charbon, etc.) par des énergies décarbonées, afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ;

**\_d'améliorer l'efficacité énergétique** et la sobriété, afin de réduire les consommations énergétiques ;

**\_d'augmenter la capacité de la France à limiter les rejets dans l'atmosphère de gaz à effet de serre grâce, notamment, aux technologies de captage, de transport et de stockage du CO<sub>2</sub>.**

Dans ce contexte d'une ambition climatique et énergétique renforcée, Équilibre des Énergies a axé ses travaux sur l'identification de mesures concrètes à mettre en œuvre par les pouvoirs publics pour atteindre la neutralité carbone.



# ÉTUDE ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES : COMMENT DÉCARBONER LA FRANCE ? UN PLAN MASSIF DE DÉVELOPPEMENT DES POMPES À CHALEUR S'IMPOSE

**F**ace à la crise de l'énergie et à l'urgence climatique, les Français sont appelés à la sobriété mais se demandent comment agir rapidement et à la bonne échelle. La France est aujourd'hui leader en Europe dans le domaine des pompes à chaleur et dispose d'une base industrielle solide et d'un vaste réseau d'installateurs.

Dans ce contexte, l'étude « Comment décarboner la France ? Un plan massif de développement des pompes à chaleur s'impose », publiée en octobre 2022, souligne qu'il est possible d'aller au-delà des objectifs volontaristes de l'Union européenne et d'équiper jusqu'à 60 % des logements avec des pompes à chaleur à l'horizon 2050, conviction portée par Équilibre des Énergies. Cette étude formule ses 24 propositions pour y parvenir.

## LES POMPES À CHALEUR : UNE SOLUTION QUI COCHE TOUTES LES CASES

Les pompes à chaleur sont des équipements énergétiquement efficaces, bas-carbone, économiques et fiables. Elles peuvent se substituer aux chaudières fossiles et réduire ainsi notre dépendance aux hydrocarbures. Elles peuvent également venir en remplacement des convecteurs électriques qui équipent encore quelque huit millions de logements, réduisant d'autant l'appel de puissance sur les réseaux.

Ce mode de chauffage, qui utilise la chaleur de l'air ou du sol pour chauffer l'habitat, constitue une solution mature. Plus de treize millions de pompes à chaleur ont déjà été installées au sein de l'Union européenne depuis 2014<sup>1</sup> et La Commission européenne souhaite qu'il en soit déployé 30 millions de nouvelles d'ici à 2030<sup>2</sup>. L'Agence internationale de l'énergie, dans le rapport « The future of heat pumps » qu'elle vient de publier, prône l'accélération de leur développement.

1. EHPA\_Market\_Report\_2021.

2. REPowerEU: Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable. Communication de la Commission européenne du 8 mars.



Accéder aux 24 recommandations

Accéder à l'étude



## LA FRANCE DOIT ALLER PLUS LOIN QUE L'UNION EUROPÉENNE

Forte d'une filière industrielle de premier ordre, la France a la capacité d'être plus ambitieuse. Ainsi, EdEn propose que 60 % du parc de bâtiments soient équipés de pompes à chaleur en 2050 (soit environ 20 millions de logements contre 2 millions en 2020).

Outre son intérêt énergétique et climatique, un plan massif de déploiement des pompes à chaleur permettra de consolider la place de la France en tant que leader européen et de créer de nombreux emplois. Actuellement, la filière pompe à chaleur produit un chiffre d'affaires de 6,2 milliards d'euros et occupe 45 000 emplois. Selon l'étude réalisée par EdEn, ces chiffres peuvent être triplés à l'horizon 2030.

## ÉTUDE ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES : DESTINATION AVIATION DURABLE



L'EdEn+ « Destination aviation durable » est disponible en version française et anglaise.

Accéder à la version anglaise



Accéder à la version française



**P**ublié en juin 2022, le numéro EdEn+ « Destination aviation durable » croise les regards de nos experts, des décideurs politiques européens et français ainsi que des acteurs de la filière et d'experts indépendants sur les enjeux économiques, législatifs et techniques de la décarbonation du secteur aérien.

Le secteur aérien tient en effet une place essentielle dans les échanges commerciaux et le dynamisme économique de la France et de l'Union européenne. C'est aussi un vivier d'innovation et d'emplois en Europe ; environ six millions de personnes travaillent directement ou indirectement dans ce secteur.

Mais le transport aérien suscite des inquiétudes quant à son impact sur le climat, en particulier au regard de la croissance qu'il a connue au cours de ces dernières années, et la question se pose de savoir si, et comment, l'aviation peut être intégrée à la société décarbonée que les responsables politiques européens s'attachent à promouvoir.

Dans ce contexte, Équilibre des Énergies a rencontré de hauts responsables politiques, des personnalités du monde industriel et des experts reconnus qui, chacun

dans leur domaine, ont décrit ce qui peut être fait pour réduire le bilan CO<sub>2</sub> de l'aviation.

« Destination aviation durable » contient notamment des contributions de Adina Vălean, commissaire européenne aux transports, Guillaume Faury, président d'Airbus, Rafael Schwartzman, vice President région Europe de l'IATA, Marian-Jean Marinescu, eurodéputé, Jean-Luc Lagleize, ancien député et co-président du groupe d'études Secteur aéronautique et spatial de l'Assemblée nationale.

EdEn y présente également dix catégories de mesures qui permettront d'atteindre l'objectif de décarbonation à horizon 2050. Elles reposent sur le développement des carburants d'aviation durables (les SAF), l'amélioration de l'efficacité des moteurs et la performance des avions, le développement de nouveaux modèles et notamment de l'avion à hydrogène, ainsi que l'amélioration de la gestion du trafic aérien.

# ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES FAIT 13 PROPOSITIONS AUX CANDIDATS EN FAVEUR DU CLIMAT

**N**otre organisation s'est mobilisée pour proposer sa vision de la transition énergétique aux candidats à l'élection présidentielle, et partager sa conviction que la France, forte de sa position dans le domaine des énergies, ne doit pas manquer son rendez-vous avec la neutralité carbone.

Pour ce faire, en collaboration avec les entreprises rassemblées en son sein, Équilibre des Énergies a produit des propositions pour accélérer la décarbonation des secteurs du bâtiment, des transports et des systèmes énergétiques.

## UNE POLITIQUE ÉNERGIE-CLIMAT ANIMÉE PAR LA CULTURE DU RÉSULTAT

La finalité première de la politique énergie-climat doit être l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Cet objectif doit être balisé par des jalons réalistes avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre comme fil conducteur. La politique énergie-climat doit viser, sans négliger la recherche de l'efficacité énergétique, l'abandon des énergies fossiles, en s'appuyant majoritairement sur l'électricité décarbonée, déjà produite de façon abondante, sur la chaleur renouvelable et sur l'hydrogène bas-carbone là où il peut être compétitif.

Opérer cette rupture ne sera pas gratuit. Il convient de l'inscrire dans une écologie de la prospérité, respectueuse de l'environnement, aux antipodes d'une écologie de la décroissance, afin d'assurer le bien-être des populations et disposer des ressources indispensables au financement de la transition.

L'acceptabilité sociale de la transition implique également d'assurer la souveraineté énergétique de la Nation, afin d'être moins dépendant du contexte géopolitique et des aléas météorologiques, et d'associer davantage les citoyens aux choix qui nous engagent tous.

## TREIZE ACTIONS POUR ACCÉLÉRER LA DÉCARBONATION

Les secteurs du bâtiment et de la mobilité sont les deux principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre et consommateurs d'énergie, C'est pourquoi EdEn propose treize leviers sur lesquels les candidats à l'élection présidentielle pourront s'appuyer.

Ces actions partent d'une analyse de la façon dont les besoins en énergie pourront être satisfaits par des solutions décarbonées et efficaces et des conditions à réunir pour organiser cette transition, notamment au niveau du système énergétique.



Élection  
présidentielle :  
l'énergie doit être au  
cœur des débats)

## LES ACTIONS D'ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES EN FAVEUR DE LA NEUTRALITÉ CARBONE

### EUROPE



### Poursuite de la mobilisation d'Équilibre des Énergies dans la révision du cadre énergie-climat européen

Au niveau européen, l'année 2022 a été marquée par la discussion du paquet *Fit for 55* visant à réviser le cadre énergie climat de l'Union. Plusieurs dossiers ont abouti à l'automne dont le projet de règlement instaurant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et la directive sur le système d'échange de quotas d'émissions relative au secteur de visant à planifier la décarbonation du transport aérien.

EdEn a porté des propositions auprès des institutionnels européens sur ces dossiers et sur plusieurs autres dossiers clés du paquet *Fit for 55*, notamment sur l'efficacité énergétique, la performance des bâtiments et les énergies renouvelables.

Dans le cadre de ces discussions, EdEn a soutenu la mise en place de mesures permettant de favoriser les solutions énergétiques décarbonées et le développement d'une industrie de transition européenne, notamment dans le domaine des carburants d'aviation durables.

### Accélérer la décarbonation du parc immobilier de l'Union européenne

Équilibre des Énergies a participé en mai 2022 à la Table-ronde "A revised EPBD – Faster decarbonisation of the EU's building stock?" avec :

- \_Stefan Moser, directeur, Bâtiments et produits, DG ENER
- \_Mariangiola Fabbri, directrice de la Recherche, Buildings Performance Institute Europe (BPIE)
- \_Erkki Maillard, directeur des affaires européennes, EDF
- \_Brice Lalonde, président, EdEn

Dans le contexte de la révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments, cette conférence en partenariat EdEn et EURACTIV, a permis de discuter de ce qui peut être fait pour améliorer le cadre réglementaire existant afin de soutenir un processus de décarbonation efficace dans le secteur du bâtiment.



Accéder au replay de l'événement



### Le déploiement des pompes à chaleur menacé par le projet de règlement sur les gaz frigorigènes

Alors que la Commission européenne prévoit d'appuyer la transition énergétique du bâtiment sur le déploiement des pompes à chaleur, elle a publié en avril 2022 un projet de règlement sur les gaz frigorigènes – dit F Gas – qui contraint significativement la mise sur le marché de ces gaz dans les années à venir.

La transition du secteur des pompes à chaleur vers d'autres gaz ne pouvant être envisagée à court ou moyen termes – du fait en particulier des problèmes de sécurité associés à l'utilisation d'autres gaz comme le propane – Équilibre des Énergies a défendu auprès des acteurs européens un calendrier adéquat pour la réduction de l'offre en gaz frigorigènes.

### La mise en place d'une étiquette énergétique pour les radiateurs électriques

Si la mise en place d'une étiquette énergétique pour les radiateurs électriques est une évolution favorablement accueillie par Équilibre des Énergies, il apparaît cependant nécessaire d'assurer que cette étiquette permette la meilleure granularité d'information pour le consommateur. À ce titre, le projet de la Commission européenne pour la mise en place d'une étiquette fusionnée entre les radiateurs électriques et les PAC n'apparaissait pas pertinent, dans la mesure où il ne permettrait pas de valoriser les radiateurs électriques et les PAC les plus performants par rapport aux autres équipements appartenant à la même catégorie. EdEn s'est positionnée aux côtés d'autres organisations européennes (CEFACD, AIEL, BVF, EIHA, EUHA, BioEnergy Europe) afin que la proposition mise à jour de la Commission prenne en compte la valeur ajoutée spécifique aux radiateurs électriques.



## FRANCE



### Mobilisation pour une révision de la politique de rénovation énergétique des logements

Équilibre des Énergies a produit plusieurs contributions sur la stratégie de rénovation optimale des logements, illustrée par l'analyse de cas de logements représentatifs du parc.

À partir de ces éléments, EdEn a appelé les pouvoirs publics à procéder à plusieurs inflexions, notamment en :

- \_révisant des critères du DPE, avec une recalibration des indicateurs relatifs à l'échelle énergie (révision du critère de conversion de l'électricité en énergie primaire) et à l'échelle climat (renforcement de la contrainte carbone) ;
- \_soutenant les gestes de rénovation les plus efficaces (modernisation du système de chauffage – avec une pompe à chaleur quand cela est possible, pilotage de l'énergie et isolation essentielle) afin d'embarquer le maximum de Français dans un parcours de rénovation.

### Les contributions d'Équilibre des Énergies aux derniers textes d'application de la loi climat-résilience

**Massifier les rénovations ambitieuses avec le dispositif Mon Accompagnateur Rénov' (MAR).** L'augmentation du volume des rénovations et de leur ambition fait consensus auprès des acteurs du bâtiment. À ce titre, le dispositif Mon Accompagnateur Rénov' (MAR), résultant de l'article 164 de la loi climat-résilience, doit concourir à ce mouvement, notamment en aiguillant les Français vers des artisans qualifiés et en facilitant l'obtention des aides publiques.

Afin que le dispositif ne déstabilise pas la dynamique de rénovation actuelle, EdEn a plaidé pour la montée en puissance progressive du dispositif, notamment en s'appuyant sur les acteurs privés dont la contribution à l'effort de rénovation énergétique est un atout clef.

**Faciliter l'équipement des copropriétés en bornes de recharge.** L'article 111 de la loi climat-résilience vise à sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent plongées beaucoup de copropriétés équipées d'emplacements de stationnement dont le sous-équipement en matière de bornes de recharge est la norme.

EdEn a plaidé auprès des pouvoirs publics pour que soient rapidement publiés les décrets d'application de l'article 111 qui viendront faciliter l'installation d'infrastructures collectives de recharge destinées à desservir les emplacements de stationnement. Dans le cadre de la consultation ouverte par la Commission de régulation de l'énergie (CRE), EdEn a rappelé la nécessité de mettre en place une égalité de traitement entre les acteurs privés et les gestionnaires du réseau de distribution d'électricité afin d'arriver, in fine, au coût le plus compétitif possible pour les occupants des logements qui souhaitent obtenir une borne de recharge.





## Une loi pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables

Cet automne, outre le projet de loi de finances, le calendrier législatif a été enrichi de l'examen du projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Au cours de ses échanges avec les parlementaires, Équilibre des Énergies a :

\_souligné l'importance de développer massivement, en parallèle à l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables, tant électriques que thermiques, afin d'arriver, à terme, à une consommation d'énergie 100 % bas carbone produite très largement sur le territoire national ;

\_attiré l'attention sur la nécessité de penser, en amont, les liens entre la production d'énergies renouvelables et ses usages.

À ce titre, EdEn a plaidé pour l'introduction d'un schéma directeur d'équipement des autoroutes et voies rapides en infrastructures de recharge afin de faire face, jusqu'à horizon 2030-2035, à la croissance du trafic des véhicules électriques à laquelle on peut s'attendre.

EdEn a également appelé à mettre en place une stratégie nationale de déploiement des SAF (carburants durables d'aviation) afin d'assurer l'émergence d'une filière française compétitive.

## LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN DÉBAT AVEC SES ACTEURS

Équilibre des Énergies organise chaque mois, en format hybride, des ateliers-débats où nous convions une personnalité politique, industrielle ou associative à échanger avec le président Brice Lalonde et le public sur un sujet d'actualité relatif à la transition énergétique.



### Quel programme énergie-climat ?



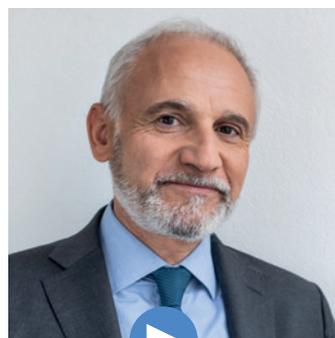
**Nicolas Bay,**  
porte-parole de la campagne de Marine Le Pen.



### De Paris à la France, la stratégie de Anne Hidalgo pour l'environnement est-elle prête à changer d'échelle ?



**Gérard Leseul,**  
réfèrent Climat et Biodiversité de l'équipe de campagne d'Anne Hidalgo.



### Quelles solutions pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et la facture énergétique ?



**Marc Benayoun,**  
directeur exécutif groupe EDF en charge du Pôle Clients, Services & Territoires.



### La stratégie de La République En Marche pour le climat



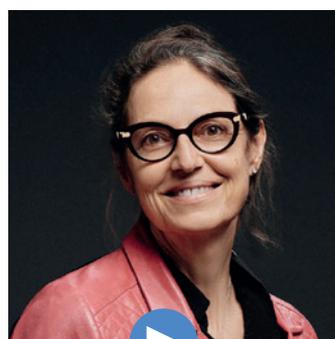
**Anthony Cellier et Jean-Charles Colas-Roy,**  
relais pour la majorité présidentielle.



### Un plan de relance gaullien pour l'énergie



**Jean Rottner,**  
président du conseil régional du Grand Est et conseiller urgence climatique de Valérie Pécresse.



### Le parcours du groupe La Poste pour une transition énergétique réussie pour tous



**Muriel Barnéoud,**  
directrice de l'Engagement Sociétal du Groupe La Poste.

# FRANCE & EUROPE : EN ROUTE VERS LA NEUTRALITÉ CARBONE—



**Vers la mobilité durable : l'industrie automobile en pleine transformation**



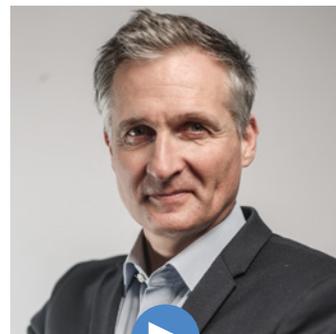
**Xavier Chardon,**  
président du Directoire de  
Volkswagen Group France.



**Avere-France : quel plan pour le déploiement des bornes de recharge ?**



**Antoine Herteman,**  
président de  
l'Avere-France.



**Chauffage, ventilation et climatisation : quelles solutions efficaces pour la transition bas carbone du bâtiment ?**



**Damien Carroz,**  
membre du directoire  
du Groupe Atlantic.



**Construction et rénovation : quels sont les leviers pour décarboner le secteur du bâtiment ?**



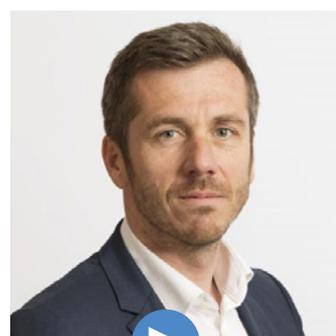
**Thiebault Clément,**  
directeur de la Recherche  
et du Développement de  
Bouygues Construction  
**Fabrice Denis,**  
directeur général du Pôle  
Construire Autrement.



**Crise de l'énergie : comment accompagner les Français et les entreprises ?**



**Maud Bregeon,**  
députée des Hauts-de-  
Seine et membre de la  
commission des affaires  
économiques



**Planification énergétique : quelles solutions pour les collectivités ?**



**Arnaud Westrich,**  
directeur général, Dalkia  
Electrotechnics.



PENSER LA TRANSITION,  
PARTICIPER À  
SA RÉALISATION—

PENSER LA TRANSITION, PARTICIPER À SA RÉALISATION—

# DES MÉDIAS POUR PARTAGER ET INFORMER SUR NOTRE VISION DE LA TRANSITION

La transition énergétique ne sera réussie que si elle associe tous les éléments constitutifs de la société. Au travers des réseaux sociaux – LinkedIn, Twitter – et des médias qui lui sont propres, Équilibre des Énergies promeut l'idée d'une société énergétique meilleure où chaque énergie sera utilisée rationnellement là où elle est la plus efficace.

**Le site Internet de l'organisation, [www.equilibredesenergies.org](http://www.equilibredesenergies.org), a vu sa fréquentation augmenter en 2022. Le magazine EdEnMag est diffusé quant à lui à 8 000 exemplaires en version papier et est mis en ligne en version numérique sur [equilibredesenergies.org](http://equilibredesenergies.org).**



EDENMAG



Publié à dix-huit numéros depuis sa création, EdEnmag a pour vocation d'être un outil d'information et d'aide à la décision, délivrant des messages clairs afin d'accompagner les décideurs dans leur conduite de la transition écologique. Pour ce faire, il s'appuie sur les travaux et recommandations du Comité scientifique, économique, environnemental et sociétal (CSEES). La publication est accompagnée par des campagnes de communication : mailing, Twitter, LinkedIn, etc.

## EQUILIBRESENERGIES.ORG

Le site Internet relaie la vie de l'association et ses prises de position, tout en apportant des éclairages sur l'actualité et en mettant en valeur les innovations au service d'une économie décarbonée. Cette année, plus de soixante-six articles ont été publiés.



## @EQUILI\_ENERGIES

Autre vecteur fort de la communication d'EdEn, le compte Twitter @Equi\_Energies permet de relayer en temps réel les divers événements, participations ou positionnements de notre organisation.



# — LES CHIFFRES 2022 —

9 092

FOLLOWERS  
@Equi\_Energies

7 070

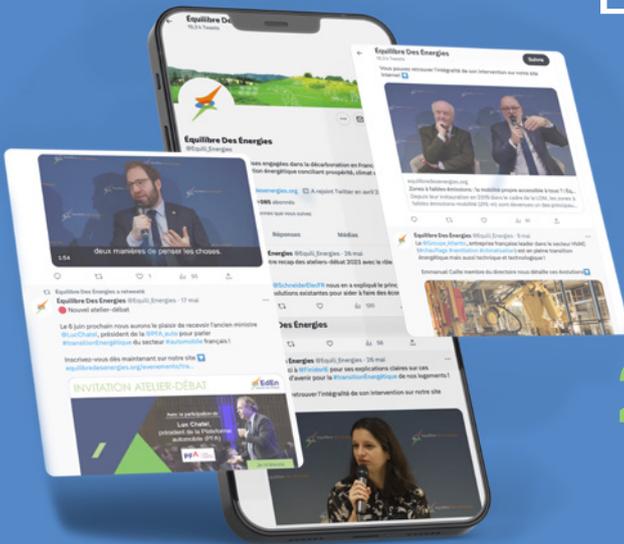
VUES DU MAGAZINE  
EDENMAG

203 947

PAGES VUES  
equilibredesenergies.org

1 137

ABONNÉS  
linkedin.com/company/  
équilibre-des-énergies/



# ÉQUILIBRE DES ÉNERGIES\_

## 2023 EN BREF

### EUROPE

Après deux années marquées par les négociations du paquet *Fit for 55*, dans lesquelles Équilibre des Énergies s'est fortement engagée, le cycle européen 2019 – 2024 touche à sa fin. **L'année 2023 est donc une année charnière pour identifier et porter les priorités et les axes stratégiques autour desquels devraient se structurer la politique de décarbonation de l'UE.**

Là où le paquet *Fit for 55* s'inscrivait dans la continuité de la stratégie énergie-climat européenne et du paquet 20-20-20, il apparaît probable que la prochaine mandature prenne des orientations différentes afin de tenir compte des développements politiques majeurs de ces dernières années, en particulier le déclenchement de la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui en a découlée.

Ces développements mettent l'Union européenne dans l'obligation de replacer au centre de sa stratégie des enjeux qui étaient – à tort – considérés comme acquis par les acteurs européens :

**La sécurité de l'approvisionnement** – la guerre en Ukraine a fait apparaître les risques liés à la dépendance de l'Union vis-à-vis de fournisseurs tiers en énergie fossile. La crise énergétique oblige l'UE à trouver des solutions pour assurer la sécurité de son approvisionnement et la stabilité de son marché de l'énergie. Cette préoccupation qui est apparue dans le cycle politique actuel est appelée à perdurer et à gagner en importance au cours du cycle prochain ;

**La compétitivité de l'écosystème industriel européen face à la stratégie industrielle agressive de la Chine et des États-Unis**, en particulier dans le contexte de la publication de l'*Inflation Reduction Act* en août dernier,



L'Union européenne prend conscience que sa stratégie de décarbonation ne peut pas se développer aux dépens de sa compétitivité industrielle, au risque d'aboutir à un échec sur les deux plans : l'affaiblissement de son économie d'une part, l'absence de leadership dans les secteurs liés à la décarbonation d'autre part. L'adoption d'un cadre législatif propice au déploiement de l'industrie européenne liée aux technologies de transition, notamment les PAC, les SAF, le CCUS, la production d'électricité décarbonée, sera l'une des priorités du mandat 2024 – 2029.

**Dans cette phase de renouvellement, EdEn est mobilisée pour structurer le débat autour de propositions concrètes pour l'adaptation du cadre législatif à ces nouvelles priorités et la poursuite de la stratégie de décarbonation à l'horizon 2040.**

À ce titre, le président Brice Lalonde a adressé en mars 2023 une **lettre ouverte au Commissaire européen Thierry Breton**, afin d'attirer son attention sur le caractère-clé des pompes à chaleur, des carburants d'aviation durables (SAF) et des technologies de captage, stockage et valorisation du carbone (CCUS).

## CONTRIBUER À LA RÉVISION DE LA STRATÉGIE FRANÇAISE POUR L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT (SFEC)

Grand dossier regroupant la loi de programmation quinquennale sur l'énergie et le climat (LPEC), la mise à jour de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), de la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et du Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), la SFEC est le moment fort du quinquennat sur les questions relatives à la lutte contre le réchauffement climatique.

En premier lieu, la SFEC devra mettre en conformité les objectifs nationaux avec ceux votés au niveau européen dans le cadre du paquet *Fit for 55*, notamment en

renforçant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de 50 % en 2030, par rapport à 1990, contre 40 % dans le cadre actuel issu de la Convention citoyenne pour le climat.

Dans un second temps, la SFEC devra mettre en place des mesures et soutiens supplémentaires afin d'apporter aux acteurs économiques les outils et la visibilité dans le temps pour répondre aux ambitieux objectifs de décarbonation. La loi Industrie verte, également examinée en 2023, devrait également contribuer à ce mouvement en identifiant les industries devant être considérées comme stratégiques qui bénéficieront de facilités pour l'installation de sites ou de financements

## PUBLICATION DES ÉTUDES INITIÉES AU PREMIER SEMESTRE 2023

**Dans l'optique de prolonger la dynamique de l'étude sur les pompes à chaleur dont l'accueil par les pouvoirs publics a été très bon, EdEn a engagé la production d'une série d'études au premier semestre 2023, qui devrait être publiées au second semestre sur :**

- \_l'impact des pompes à chaleur sur le réseau électrique ;
- \_les enseignements tirés de l'analyse des « nouveaux DPE » réalisés en 2022, notamment dans la perspective du traitement des passoires thermiques ;
- \_le pilotage de l'énergie dans les bâtiments ;
- \_la qualité de l'air intérieur (QAI), notamment à travers son lien sur les consommations d'énergie ;
- \_les systèmes de recharge en continu sur autoroutes pour les poids lourds électriques.







10, rue Jean Goujon - 75008 Paris - France

T. +33 (0)1 53 20 13 70

[info@equilibredesenergies.org](mailto:info@equilibredesenergies.org)

[equilibredesenergies.org](https://equilibredesenergies.org)

